

## De quoi le nom de Le Pen est-il le nom ?

André Perrin

Numéro 319, printemps 2018

Avec ou contre nous

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89416ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Perrin, A. (2018). De quoi le nom de Le Pen est-il le nom ? *Liberté*, (319), 25–27.

# De quoi le nom de Le Pen est-il le nom ?

Jean-Marie-Marine-Le-Pen <sup>TM</sup>

ANDRÉ PERRIN

**N**ous vivons, en France comme au Canada, dans un de ces pays, pas si nombreux sur la planète, qu'on appelle *démocratiques*. On veut généralement dire par là des États de droit dans lesquels de multiples libertés sont garanties par les institutions, à commencer par la liberté d'expression : en usant de celle-ci, nous ne risquons pas d'être emprisonnés, torturés ou exécutés. De cela, nous devons assurément nous féliciter. Cependant, cette absence de censure juridique n'empêche pas que s'y exerce une censure plus insidieuse, celle qui, par le truchement de divers procédés d'intimidation, conduit à l'autocensure. Le nom générique de cette censure nous est venu des États-Unis : c'est le *politiquement correct*, qui se caractérise par une double intrusion de la morale, ou plutôt du moralisme, dans le débat intellectuel comme dans le débat politique. Intrusion d'une morale de l'intention d'abord : ce que vous dites est honteux parce que vous ne pouvez le dire qu'en poursuivant des objectifs méprisables, poussé que vous êtes par des intérêts égoïstes ou des passions tristes. Intrusion d'une morale conséquentialiste ensuite : ce que vous dites est scandaleux parce qu'en le disant vous faites le jeu de X ou de Y. En France, X ou Y porte un nom, celui de Le Pen.

Mais qui est donc ce sulfureux personnage dont le patronyme a servi à créer le substantif *lepénisation* et le syntagme « lepénisation des esprits » ? Jean-Marie Le Pen est apparu sur la scène politique française au milieu des années 1950 lorsqu'il fut élu député à l'âge de 28 ans sur la liste poujadiste<sup>1</sup>. Il avait été auparavant un président de la corporation des étudiants en droit de Paris enclin à faire le coup de poing contre les communistes. Officier parachutiste en Indochine, puis en Algérie, il fut accusé d'y avoir pratiqué la torture, sans que la chose fût clairement établie. Au milieu des années 1960, il participe activement à la campagne électorale de Tixier-Vignancour contre le général de Gaulle, puis disparaît de la scène politique jusqu'en 1972, date à laquelle il est choisi par le mouvement néofasciste Ordre nouveau pour présider un nouveau parti à vocation électorale qui en serait comme la vitrine légaliste, le Front national (FN). Même s'il fréquente d'anciens collaborateurs, Le Pen n'est pas un fasciste : avant tout anticommuniste, antigauilliste, populiste et conservateur, libéral en économie, il fait figure de modéré à côté des activistes d'Ordre nouveau

et n'a rien d'un séditieux. Dès sa création, le nouveau parti s'inscrira dans l'ordre des institutions républicaines.

Pendant 12 ans, le Front national n'obtiendra que des scores dérisoires aux différentes élections, le plus élevé étant celui de 1,32% aux élections législatives de 1973. Son ascension commence après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, donc l'accession de la gauche au pouvoir. Elle est favorisée par le nouveau président, qui cherchait ainsi à déstabiliser la droite tout en limitant les risques de défaites électorales, et elle se poursuivra continûment jusqu'à l'élection présidentielle de 2002, où Jean-Marie Le Pen, devançant le candidat de la gauche, se qualifiera pour le second tour. Nettement battu par Jacques Chirac qui obtient plus de 82% des voix, il se représente en 2007 et ne parvient qu'en quatrième position au premier tour avec un peu moins de 10,5% des voix. En 2011, il laisse la présidence de son parti à sa fille Marine. Celle-ci accentue de façon décisive l'évolution du Front national vers des positions antilibérales, antieuropéennes, anti-américaines, protectionnistes et populistes : intervention de l'État dans l'économie, refus des privatisations des entreprises publiques, abrogation de la loi assouplissant le code du travail, augmentation du SMIC (salaire minimum de croissance), revalorisation du traitement des fonctionnaires, retour à la retraite à 60 ans, sortie de l'euro, sortie de l'OTAN.

À l'exception de la question de l'immigration, le programme du FN ne se distingue que par des nuances de celui de la gauche « radicale » de Jean-Luc Mélenchon. Encore faut-il noter que sur cette question, la « préférence nationale » qu'elle revendique rejoint les positions qui étaient celles du parti communiste français, au début des années 1980, lorsque son secrétaire général, Georges Marchais, pouvait écrire dans *L'Humanité* : « la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes. Il faut les regarder en face et prendre rapidement les mesures indispensables. » À l'époque, le parti communiste pouvait encore revendiquer le titre de « premier parti de France ». Aujourd'hui, c'est sur le Front national que se portent les voix de la majorité des ouvriers. Alors qu'au début des années 1980, 70% des ouvriers votaient à gauche et que le vote en faveur du Front national était inexistant, 43% des ouvriers ont voté pour ce parti aux élections régionales de 2015, 37% d'entre eux ont porté leur voix sur Marine Le Pen



au premier tour des présidentielles de 2017 et 56% au second tour. Dès le mois de mai 2011, *Terra Nova*, un « think tank » proche du parti socialiste, avait pris acte de cette désertion des classes populaires dans une note où l'on pouvait lire ceci : « Il n'est pas possible aujourd'hui pour la gauche de chercher à restaurer sa coalition historique de classe : la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche. » *Terra Nova* préconisait la constitution d'une nouvelle alliance électorale réunissant les diplômés, les jeunes, les minorités ethniques et les femmes. Autrement dit : puisque le peuple de gauche nous a fait faux bond, fabriquons un nouveau peuple de gauche.

Si donc le nom de Le Pen continue à jouer le rôle de repoussoir, c'est bien moins en raison de la réalité sociale et politique du Front national que de la personnalité de son ancien chef. Celui-ci, qui a toujours envisagé son action politique sur un mode tribunitien, c'est-à-dire sans ambitionner d'exercer réellement le pouvoir politique, a multiplié les provocations sous forme de déclarations, souvent à connotation antisémite, la plus célèbre étant celle qui faisait de la Shoah « un détail dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle ». Que sa fille l'ait exclu en 2014 du parti qu'il avait fondé pour une de ces « petites phrases », qu'elle ait elle-même déclaré que ce qui s'était passé dans les camps nazis était « le summum de la barbarie », n'y a rien changé : le nom de Le Pen demeure associé au racisme, à l'antisémitisme, au

facisme et au nazisme. Cette association permet de « nazifier » toute proposition ou toute prise de position qui se trouve, sous une forme ou sous une autre, dans le discours du Front national.

Cette « nazification » a d'abord été une arme de destruction massive de la gauche contre la droite, mais elle vise désormais, au-delà du clivage traditionnel de la gauche et de la droite, tous ceux qui considèrent que l'immigration n'est pas seulement une chance pour la France, mais qu'elle pose des problèmes, ceux qui expriment des inquiétudes devant la montée de l'islam et les tendances sécessionnistes d'une partie de la jeunesse issue de l'immigration arabo-musulmane, ceux qui persistent à penser que la première tâche qui incombe à l'État est d'assurer la sécurité des citoyens, exigence désormais stigmatisée comme « sécuritaire », ceux qui manifestent leur attachement à leur patrie, à leur nation, à leur culture, à leurs traditions ou à la laïcité, désormais dénoncée comme « islamophobe ».

Ainsi la philosophe Elisabeth Badinter, qui avait déploré que la gauche ait abandonné à Marine Le Pen la défense de la laïcité, s'est-elle vue accusée de défendre une « laïcité lepénisée », xénophobe et raciste. En 1989 déjà, l'avocate Gisèle Halimi, autre grande figure d'une gauche attachée à la laïcité, avait quitté SOS Racisme pour des raisons analogues. Plus récemment, en septembre 2015, le philosophe Michel Onfray, qui s'est toujours réclamé de la gauche radicale, avait répondu dans un entretien consacré aux effets produits par la diffusion de la photo d'un enfant kurde mort sur une plage

turque qu'une photographie pouvait toujours, en fonction de la légende qui l'accompagnait, faire l'objet d'une manipulation : cela lui valut aussitôt un éditorial du journal *Libération* intitulé « Comment Michel Onfray fait le jeu du FN ». En mars 2011, le *Nouvel Obs* consacrait sa couverture aux « Néo-réacs, agents de décontamination de la pensée du FN ». En septembre 2012, il poussait le bouchon un peu plus loin en la consacrant aux « Néo-fachos et leurs amis » : l'écrivain Alain Finkielkraut et la journaliste Élisabeth Lévy y étaient amalgamés avec le militant d'extrême droite Alain Soral ainsi qu'avec un site américain proche du Ku Klux Klan...

La disqualification par lepénisation ne frappe pas seulement les intellectuels français d'origine européenne, mais aussi ceux qui sont issus de l'immigration arabo-musulmane dès lors qu'ils prennent au sérieux la question de l'immigration ou combattent l'islamisme. Ainsi l'écrivain algérien Boualem Sansal, désigné comme l'« idiot utile des ennemis de son peuple », se voit-il reprocher de voler « au secours de Le Pen ». Tout aussi significatif est le cas de Jeannette Bougrab, femme politique d'origine algérienne, ancienne présidente de la HALDE (Haute Autorité de lutte contre les discriminations

et pour l'égalité). Elle avait déclaré dans une interview, en décembre 2011 : « Je ne connais pas d'islamisme modéré », proposition dont on pouvait penser qu'elle allait de soi dans un contexte où on nous enjoint régulièrement de ne pas confondre l'islam, religion de paix et de tolérance, avec l'islamisme, qui en est la contrefaçon et la perversion violente. Or, cette déclaration suscita un tollé, le journal *Le Monde* jugeant ses propos « très virulents » et le site *oumma.com* l'accusant de « faire la courte échelle » au Front national.

En 1984, Laurent Fabius, premier ministre socialiste de François Mitterrand, disait que Le Pen apportait « de fausses réponses à de vraies questions ». Cette proposition était juste. L'immigration et l'intégration sont de vraies questions. Les réponses de Le Pen – fermeture des frontières, immigration zéro – étaient de fausses réponses parce qu'à la fois inhumaines et inapplicables. Or, toute une partie de la gauche récuse la formule de Fabius au motif qu'elle reviendrait à « intégrer les mots de l'adversaire ». L'éditorialiste Bruno Roger-Petit écrit ainsi : « Il est temps que les socialistes sortent de la formule posée par Laurent Fabius [...] L'extrême droite par nature ne pose jamais de bonnes questions. » Ainsi, de ce que l'extrême droite apporte de mauvaises réponses ou de ce qu'elle pose mal les questions, on croit pouvoir conclure que ces questions ne se posent pas et ne doivent pas être posées. Cette hétérogénéité établie entre l'extrême droite et toute forme de rationalité a une double conséquence. D'une part, dès lors que l'extrême droite se réclame d'un intellectuel, fût-ce en le citant, celui-ci se retrouve exclu de la rationalité et rejeté du côté de la « lepénité ». C'est ainsi que, Marine Le Pen ayant utilisé pour faire un discours sur l'écologie un texte de l'essayiste Hervé Juvin, étranger au Front national mais édité chez Gallimard par Marcel Gauchet, un journal écologiste, *Reporterre*, a pu titrer : « Quand le FN s'inspire d'un intellectuel édité par le libéral Marcel Gauchet » et accuser ce dernier de « banaliser les idées identitaires et d'extrême droite ». Tout intellectuel dont Le Pen reprend un mot se trouve, *ipso facto*, lepénisé. D'autre part, il suffit qu'un Le Pen, le père ou la fille, prononce un mot pour que celui-ci soit frappé d'interdit et que soient stigmatisés ceux qui persisteraient à l'utiliser.

On voit alors sans peine de quoi le nom de Le Pen est le nom : il est le nom de la nouvelle censure, le nom qui permet d'intimider l'adversaire, de sidérer sa parole et d'interdire le débat. (L)

♦ **André Perrin** est philosophe et a publié *Scènes de la vie intellectuelle en France*, aux Éditions L'artilleur, en 2016.

1. Le poujadisme est un éphémère mouvement, d'abord syndical, puis politique, de défense des artisans et des petits commerçants menacés par le développement des grandes surfaces, qui naquit en 1953 d'une révolte antifiscale, connut un spectaculaire succès aux élections de 1956 et disparut complètement en 1958 avec l'avènement de la V<sup>e</sup> République.

